

# **Consultation publique sur l'évolution du protocole de mesure de l'exposition du public aux ondes électromagnétiques**

## **Réponse de Bureau Veritas**

### Commentaire n°1

p9 : Une zone de mesure peut notamment correspondre à une habitation, un lieu ouvert au public (jardin public, ...), ou encore, pour un établissement recevant du public au sens de l'article R.123-2 du code de la construction, les lieux de cet établissement accessibles au public (centre commercial, établissement scolaire, ...). Elle peut être raisonnablement élargie à une zone plus vaste dès lors que l'accès est possible pour tous les lieux considérés lors de la mesure.

Le terme "zone de mesure" est impropre car il fait référence ensuite à une typologie de site à mesurer et non à une zone ou une étendue de mesure.

Qu'entendez-vous par "élargie à une zone plus vaste" alors que la phrase précédente ne définit pas vraiment une zone mais une typologie de site pouvant être mesuré ? Cette phrase vise-t-elle à inclure les environnements professionnels qui ne rentrent pas dans la définition précédente d'une zone de mesure (habitation, jardin public, ERP, etc.) ?

Rajouter : Les zones non ouvertes au public (entreprises, sociétés privées, etc.) ne sont pas considérées comme une zone de mesures.

### Commentaire n°2

p10 : Une recherche des points atypiques sera aussi effectuée selon les critères prévus dans la loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques.

Cette recherche ne rentre pas dans le cadre de la mission des laboratoires de contrôle. Jusqu'à présent, l'ANFr avait pour mission d'identifier et de répertorier un site comme "atypique" à la suite des mesures communiquées par les laboratoires accrédités et dans le cas où celles-ci étaient anormalement élevées par rapport à la moyenne nationale.

Par ailleurs, aucune méthodologie n'est précisée sur cette recherche des points atypiques.